



Charente: le vrai coût des maisons de retraite

Une personne âgée charentaise doit verser entre 1327 et 2383 euros par mois pour sa maison de retraite. Des prix parmi les moins chers de France, mais pas toujours faciles à assumer.



. PHOTO/phil messelet

829€ par mois de pension de retraite et de complémentaire, mais, à la fin du mois, une facture de 2000 à 2250€ de maison de retraite à régler. «*Voilà l'équation à laquelle est confrontée ma maman*», décrit Chantal Martin, de Cognac. Depuis une hospitalisation l'été dernier, sa mère, âgée de 84ans, a dû entrer en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) au Château de Cressé à Bourg-Charente.

«*J'ai bien fait une demande d'aide au logement, mais elle n'a droit qu'à 45€ par mois, autant dire rien.*» Pour payer la différence, Chantal Martin, 63ans, et ses deux frères puisaient jusque-là dans l'épargne de leur mère. «*Mais elle a fondu comme neige au soleil. Pour faire face, on a été obligés de vendre samaison, notre seul héritage. C'est inadmissible!*»

«On est loin du compte»

Avec un coût moyen de 2209€ par mois, les Ehpad privés de Charente sont pourtant les moins chers de France: 38% moins chers que ceux d'Île-de-France. C'est ce que révèle une étude menée par l'organisme d'orientation en maison de retraite, Retraite Plus, parue la semaine dernière. Selon le conseil départemental, qui se base sur un autre panel, la moyenne des établissements privés serait même de 2096€. Alors qu'il faut en moyenne compter 1681€ pour un Ehpad public et 1810€ pour un privé associatif.

Des tarifs moins élevés qu'ailleurs donc, mais qui restent tout de même difficiles à supporter pour beaucoup de pensionnaires. Yvette Germon, 97ans, habite depuis trois ans aux Jardins d'Iroise, Ehpad privé de Mansle. «*Je paie 2200€ par mois, calcule-t-elle, attablée pour le goûter dans la salle commune. Même enajoutant la réversion de la retraite de mon mari et la mienne, on est loin du compte. Surtout qu'aux 2200€, il faut ajouter un petit budget pour les vêtements, les chaussures, le coiffeur... Alors je complète avec le fruit*



de la vente de ma maison. Pour l'instant ça suffit, mais jusqu'à quand?», s'inquiète la dame en pull rose, loin de laisser paraître ses presque 100 printemps.

Des charges en hausse

«On essaie d'augmenter le moins possible nos tarifs, assure Arnaud Kessler, le directeur des Jardins d'Iroise. Mais avec les charges qui ne cessent d'augmenter, eau, gaz, salaires..., c'est parfois inévitable.» En quatre ans, le prix de la chambre aux Jardins d'Iroise a grimpé de 2€ par jour, soit 732€ par an. C'est surtout pour l'avenir que le responsable s'inquiète. «Pour l'instant, on réussit encore à trouver un équilibre entre les participations du conseil départemental, de l'Agence régionale de santé et des résidents, mais la situation va se tendre, analyse-t-il. La prochaine génération a de moins en moins la possibilité d'épargner, d'investir dans du foncier.»

Une vision que partage Gérard Morellec, le directeur du Château de Cressé, même s'il la nuance. «Oui les Ehpad coûtent plus cher qu'il y a quinze ans, mais les gens y restent moins longtemps, affirme-t-il. Grâce aux efforts pour le maintien à domicile, on accueille plutôt les gens à 95 ans qu'à 80. Et ils restent en moyenne trois ans, contre dix auparavant.» Et quand des familles se retrouvent en difficulté pour payer, comme c'est le cas de deux de ses pensionnaires en ce moment, il trouve toujours un arrangement. «On étale les versements, on patiente le temps de la vente d'un bien...»

Listes d'attente

Arnaud Kessler, lui, préfère prévenir les problèmes en n'acceptant que les résidents présentant des garanties suffisantes. «Si on voit que sera trop juste, on redirige la personne vers les établissements associatifs ou publics, éligibles à l'aide sociale [lire par ailleurs]», explique-t-il.

Des places moins chères, mais plus prisées, qui font souvent l'objet d'une liste d'attente. «Ça dépend de l'urgence du cas», nuance Anne-Claire Gautron, qui gère les Ehpad publics de Beaulieu à Angoulême, de LaProvidence à Gond-Pontouvre et de Girac et Font-Douce à Saint-Michel, soit plus de 600 lits, à des tarifs entre 1500 et 1670€.

«Si on estime que suite à une hospitalisation le patient ne peut pas rentrer chez lui, on peut lui trouver une place en quelques heures. S'il n'y a pas de réelle urgence médicale, cela peut prendre quelques semaines.» Son challenge à elle consiste à «garder des tarifs suffisamment faibles pour que toutes ses places restent éligibles à l'aide sociale, versée par le conseil départemental».

Hébergement, soins, dépendance, à quelles aides prétendre?

1500, 2000, 2200€ par mois. Le prix d'une maison de retraite paraît élevé, mais que comprend-il vraiment? Il se décompose en fait en trois parties: les soins, la dépendance et l'hébergement. Les soins, la prise en charge médicamenteuse, les pansements, les piqûres..., sont directement pris en charge par la Sécurité sociale, sans que les résidents aient à s'en soucier.

La partie dépendance, elle, varie selon le niveau d'autonomie du patient. Cette autonomie est classée sur une échelle de 1 à 6, selon la grille Aggir (autonomie gérontologique groupe iso-ressources). Les groupes 5 et 6 représentent les personnes valides ou semi-valides. La dépendance coûte alors entre 4 et 6€ par jour en Charente. Les groupes 3 et 4 sont les personnes moyennement dépendantes. La facture s'élève alors entre



[Visualiser l'article](#)

10 et 13€ par jour. Enfin, les groupes 1 et 2, les personnes fortement dépendantes, paient entre 16 et 20€ par jour. Chaque année, chaque Ehpad propose ses tarifs dépendance au conseil départemental qui doit les valider.

Le ticket modérateur, c'est-à-dire celui correspondant aux groupes 5 et 6, est toujours à la charge du résident. Mais pour le surplus correspondant aux niveaux 1 à 4, le résident peut solliciter l'APA, l'allocation personnalisée d'autonomie. Seules des personnes âgées aux revenus très élevés n'y sont pas éligibles. En Charente, en mars 2015, 4011 personnes bénéficient de l'APA, sur un peu moins de 5000 résidents en Ehpad.

C'est l'hébergement qui pèse le plus lourd dans la facture des personnes âgées. En Charente, le prix brut des chambres va de 40 à 70€ par jour. Pour atténuer la note, les résidents peuvent faire une demande d'aide au logement (AL ou APL) calculée en fonction de leurs revenus. Et si l'établissement dans lequel ils se trouvent y est éligible (principalement les établissements publics et associatifs), ils peuvent demander l'ASH, l'aide sociale à l'hébergement. Versée par le conseil départemental, elle est calculée en fonction de la pension et de la complémentaire de la personne, sans tenir compte de son épargne ou de ses biens. L'ASH peut aller jusqu'à couvrir la totalité des frais.

Si une personne âgée se retrouve dans l'incapacité de s'assumer financièrement, son dossier peut-être remis au juge des affaires familiales. Celui-ci évalue alors la solvabilité de ses obligés alimentaires: enfants, petits-enfants. Il fixe la somme que chacun peut et doit verser. Si cela n'est pas suffisant, le reste est à la charge du conseil départemental.